- 8. JAN 1962
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, le 20 décembre 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement", et, le 22 décembre 1961, d'une lettre par laquelle le Ministre demande communication de l'avis dans un délai de trois jours, a donné le 27 décembre 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e december 1961 door de Minister van Buitenlandse Zaken en Technische Bijstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden", en wel, volgens een brief van 22 december 1961, binnen drie dagen, heeft de 27e december 1961 het volgend advies gegeven :

Le rapport au Roi, destiné à introduire le texte de l'arrêté royal, expose l'intention du Gouvernement de mener une action dans le domaine de la coopération en faveur des pays en voie de développement, et la nécessité de créer divers organismes chargés de réaliser cette action.

Sont institués à cette fin un comité ministériel restreint, chargé de déterminer la politique générale de la coopération au développement, un conseil consultatif de la coopération au développement et un "Office de la coopération au développement".

\+

\+ +

L'ensemble de l'action à entreprendre ne peut, selon le rapport au Roi, "être enfermé dans le cadre des administrations existantes. D'autre part, la situation actuelle caractérisée par une dilution générale des compétences et un morcellement des responsabilités est source d'inefficacité et de gaspillage des deniers publics. Dès lors, le Gouvernement a décidé de créer un organisme nouveau doué d'une certaine autonomie, mais agissant d'après ses directives et sous son contrôle.

Cet organisme, dénommé Office de la coopération au développement, aura une double mission : consultative, d'une part, et exécutive, de l'autre".

.../...

Il convient de relever que le projet ne crée pas d'organisme autonome. En effet, pas plus le comité ministériel que le conseil consultatif, l'Office, ou l'ensemble de ces trois institutions, ne sont dotés de la personnalité juridique, ce que d'ailleurs seul le législateur aurait pu faire.

D'autre part, ces mêmes institutions, dans la forme où les établit le projet, n'ont d'aucune manière l'autonomie financière.

\+

\+ +

Le classement des dispositions du projet ne se conforme pas entièrement à un ordre logique. Ainsi, l'article 30, relatif aux membres du conseil consultatif, devrait figurer dans le chapitre consacré à ce conseil. Ainsi encore, les dispositions ayant pour objet les attributions du comité ministériel (articles 2, 5, 6 et 7) devraient être groupées dans le chapitre II.

\+

\+ +

L'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

Le comité détermine la politique générale de la Nation en matière de coopération au développement, et veille à son application; il coordonne à cette fin les activités des départements ministériels intéressés".

\+

\+ +

.../...

L'article 5 porte :

"Le comité examine ... les projets d'arrêtés royaux organiques ...".

Il résulte des déclarations des délégués du Gouvernement que devront être soumis au comité ministériel les projets d'arrêtés royaux ayant un rapport suffisamment étroit avec la politique générale en matière de coopération au développement, sans toutefois que l'examen par le comité constitue une condition de la validité juridique de l'arrêté. L'expression "arrêtés royaux organiques", qui figure dans l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946 instituant un Conseil d'Etat, et dont le sens a été dégagé par la pratique, ne traduit pas adéquatement l'intention des auteurs du projet. C'est pourquoi il est proposé de rédiger l'article 5 comme suit :

"Article 5.-

Le comité examine les avant-projets de lois et les projets d'arrêtés royaux relatifs à la politique générale en matière de coopération avec les pays en voie de développement".

+

+ +

.../...

La rédaction de l'article 6 pourrait être améliorée de la manière suivante :

"Le comité prépare à l'intention du comité des finances et du budget les propositions budgétaires relatives à la coopération au développement".

+

+ +

La rédaction des articles formant le chapitre III est parfois susceptible de faire mettre en doute la nature purement consultative des attributions du conseil de la coopération au développement. Ainsi, le conseil a, aux termes de l'article 9, 3°, mission de "promouvoir l'action concertée des administrations publiques ...". De même, le bureau du conseil doit, selon l'article 20, "veiller à l'exécution des décisions" du conseil.

Il résulte des déclarations des délégués du Gouvernement que le conseil ne prendra pas lui-même de décisions exécutoires. Son rôle, dans la coordination de l'action des services administratifs, comme à tous autres égards, se bornera à des interventions par voie d'avis, voeux, recommandations, et à l'établissement de rapports. C'est dans cette optique que doivent être interprétés notamment les articles 9, 3°, et 20.

+

+ +

.../...

Les mots : "les voies et moyens, ainsi que" pourraient être omis dans le texte de l'article 9, 1°.

\+

\+ \+

L'article 12, alinéa 2, serait mieux rédigé s'il énonçait :

"Ce rapport est transmis ... dans ses attributions; ce dernier le communique au comité et aux Chambres; il décide de la publicité à lui réserver".

\+

\+ \+

Dans le corps de l'article 13, il est souhaitable de substituer les mots : "quand il le juge opportun" aux mots : "à tout moment". Par ailleurs, la fin du second alinéa de l'article 13 pourrait être rédigé comme suit :

"... attributions; ce dernier le communique au comité; il décide de la publicité à leur réserver".

\+

\+ \+

.../...

Il serait préférable de substituer, in fine de l'alinéa 1er de l'article 14, les mots "nécessaire à cette fin" aux mots "dont il a besoin". Cette modification tend à faire mieux apparaître les limites dans lesquelles le conseil est fondé à faire appel aux autres administrations.

D'autre part, le mot "même", figurant au début du second alinéa de l'article 14, devrait être remplacé par "également".

\+

\+ +

La rédaction suivante est proposée pour les articles 17, 19 et 20 :

"Article 17.-

La durée du mandat des membres du conseil est de six ans. Il est renouvelable. L'âge limite pour l'exercice de ce mandat est fixé à soixante-cinq ans. Le remplaçant achève le mandat du membre auquel il succède.

Article 19.-

Le président, les deux vice-présidents et le secrétaire général constituent le bureau du conseil.

.../...

Article 20.-

Le bureau prépare les affaires à soumettre au conseil et veille à l'exécution des décisions de celui-ci.

Le conseil peut lui confier d'autres devoirs".

+

-+ +

La mission dévolue au conseil devant être exercée par celui-ci, les sections dont la création pourrait s'avérer utile ne sont, en réalité, que de simples groupes de travail. Il est donc inutile de prévoir des comités, d'autant plus qu'il existe un comité ministériel dénommé "comité" par le projet et que des confusions pourraient, dès lors, en résulter.

Il est recommandé de rédiger l'article 21 de la façon suivante :

"Article 21.-

Le conseil peut former des groupes de travail dont il détermine la mission et la composition.

Ces groupes sont constitués de personnes désignées par le conseil, en son sein ou en dehors de lui. Ils sont présidés par les membres du conseil qui en font partie, selon une règle de rotation fixée par ce conseil".

+

+ +

.../...

Les articles 22, 27 et 29 du projet contiennent des dispositions relatives au statut d'agents de l'Office ou au cadre de cet Office. Dans la mesure où ces dispositions entendent déroger à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, pareilles dérogations devraient, pour satisfaire au prescrit de l'article 116 de ce statut, être motivées; les considérants qui figurent au préambule du projet ne peuvent être considérés comme suffisants à cet égard. Si l'arrêté contient des dispositions relatives au statut des agents ou au cadre, il doit, d'autre part, être soumis au comité général de consultation syndicale (article 6, 1° et 2° , et article 7, § 1er, de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics), formalité à laquelle il n'a pas été procédé en l'espèce.

Comme les dispositions citées ne font guère qu'ébaucher ou annoncer un statut, celui-ci devant, selon les délégués du Gouvernement, faire l'objet d'un arrêté distinct qui est en cours d'élaboration, il y aurait lieu de distraire ces dispositions du projet, et de les incorporer à l'arrêté qui déterminera le statut proprement dit.

Si le Gouvernement se rallie à cette proposition, l'article 22 énoncera :

"Le secrétaire général de l'Office assure le secrétariat du conseil, du bureau et des groupes de travail institués en vertu de l'article 21".

.../...

Le texte proposé omet la phrase finale de l'article 22 du projet ("Il est chargé de l'exécution des délibérations du conseil"), qui n'ajoute rien à l'idée contenue dans la première phrase.

Les articles 27 et 29 devraient être omis.

\+

\+ +

Les mots "comités et" doivent être éliminés de l'article 24, à l'exemple de ce qui a été fait pour l'article 21.

\+

\+ +

L'article 25 porte : "L'Office relève immédiatement du Ministre qui a l'Assistance technique dans ses attributions". Comme il a été établi plus haut, l'Office ne jouit d'aucune autonomie et est donc, en réalité, placé sous l'autorité d'un Ministre. Le terme "relève" est employé généralement lorsque le Ministre ne dispose vis-à-vis d'un organisme que du pouvoir de tutelle.

Le Conseil d'Etat suggère en conséquence le recours à l'expression "est placé sous l'autorité immédiate du Ministre".

.../...

Le texte continue en énonçant : "Il (l'Office) est chargé, en fonction de la politique et des décisions déterminées par le comité et dans le cadre de la loi budgétaire, de tout ce qui concerne : ...".

L'article 2 a chargé le comité ministériel de déterminer la politique générale; il va donc de soi que l'Office ne peut agir qu'en fonction des décisions par lesquelles le comité trace la politique à suivre. Quant à l'obligation de respecter la loi budgétaire, elle est évidente. Partant, le Conseil d'Etat propose de remplacer le passage cité par la phrase ci-après : "L'Office est chargé de tout ce qui concerne : ...".

\+

\+ +

L'article 25, 2°, devrait se lire : "l'invitation, l'accueil et le séjour de ressortissants ...".

\+

\+ +

L'article 26 devrait être rédigé comme suit :

"Article 26.-

Un secrétaire général dirige le personnel de l'Office et l'ensemble des opérations nécessaires au fonctionnement et à l'exécution de la mission de l'Office".

\+

\+ +

.../...

La finale de l'article 28, alinéa 1er, devrait se lire : "ces administrations lui prêtent leur concours".

Au second alinéa du même article 28, les mots "de la même manière" devraient être remplacés par le mot "également".

\+

\+ +

Le mot "comités" doit être omis à l'article 30.

\+

\+ +

Le texte néerlandais du projet appelle les remarques suivantes :

A l'article 1er, il serait préférable d'écrire : "Ingesteld worden: ... ".

L'article 9, 3°, devrait être rédigé comme suit :

"3° de overlegde actie van de openbare besturen en niet-gouvernementele instellingen en organisaties, met het oog op de ontwikkelingssamenwerking, te bevorderen en de daartoe dienstige maatregelen en regelingen te bestuderen".

.../...

La concordance entre les deux versions serait mieux assurée si le texte néerlandais des articles 10 et 11 était rédigé comme suit :

"Artikel 10.-

De raad kan wensen en aanbevelingen formuleren omtrent enige aangelegenheid betreffende de samenwerking met ontwikkelingslanden.

Deze wensen en aanbevelingen worden toegezonden aan de Minister onder wie de Technische Bijstand ressorteert; deze legt ze voor aan het comité.

Artikel 11.-

De raad wordt op de hoogte gebracht van de uitvoering van de beslissingen die de Regering ter zake van de samenwerking met ontwikkelingslanden neemt".

A l'article 16, il conviendrait d'écrire : "... De raad wijst uit zijn leden ... ".

A l'article 18, alinéa 1er, il faut lire : "... worden benoemd uit de representatieve ... met name gekozen uit de meest representatieve ... ".

L'alinéa 2 de cet article devrait être rédigé comme suit :

"De leden van de raad hebben er zitting als particulier en niet als lasthebber of gemachtigde van de instellingen of organisaties waartoe zij behoren".

.../...

A l'article 25, les 1°, 2° et 3° devraient se lire :

"1° aanwerving, selectie, opleiding en voorbereiding van Belgische deskundigen en technici en hun aanwijzing voor opdrachten die in het kader van de ontwikkelingssamenwerking moeten worden vervuld;

2° uitnodiging, onthaal en verblijf van buitenlandse onderdanen die in België onderwijs of stages komen volgen;

3° coordinatie van de uitvoering van samenwerkings overeenkomsten ter verwezenlijking van plannen, die met vreemde landen of met internationale of supranationale organisaties zijn gesloten ".

Het verslag aan de Koning ter inleiding van de tekst van het koninklijk besluit geeft de bedoeling van de Regering te kennen, een actie te ondernemen op het gebied van de samenwerking ten behoeve van ontwikkelingslanden, en legt nadruk op de noodzaak, een aantal organen op te richten om die actie tot een goed einde te brengen.

Daarom worden ingesteld : een beperkt ministercomité, dat het algemeen beleid inzake de ontwikkelingssamenwerking zal bepalen, een raad van advies voor de ontwikkelingssamenwerking en een "Dienst voor de ontwikkelingssamenwerking".

\+

\+ \+

De te ondernemen actie kan, aldus het verslag van de Koning, "niet worden opgesloten in het kader van de bestaande besturen. Bovendien ligt de huidige toestand, welke gekenmerkt wordt door een algemene verslapping van de bevoegdheden en door de versnippering der verantwoordelijkheid, aan de basis van het gebrek aan efficiëncy en van de verspilling van 's Rijks gelden. De Regering heeft dan ook besloten een nieuwe instelling in het leven te roepen die een zekere zelfstandigheid bezit maar die volgens haar richtlijnen en onder haar toezicht handelt.

Deze instelling, welke "Dienst voor ontwikkelingssamenwerking" wordt genoemd, zou een tweevoudige taak hebben : van consultatieve aard enerzijds, van uitvoerende aard anderzijds".

.../...

Opgemerkt moge worden, dat het ontwerp-besluit geen zelfstandige instelling opricht, want noch het ministercomité, noch de raad van advies, noch de Dienst, noch de drie samen krijgen rechts-persoonlijkheid, hetgeen overigens zonder een bemoeiïng van de wetgever niet mogelijk zou zijn geweest.

Bovendien kan er voor diezelfde instellingen, in de vorm waarin het ontwerp ze tot stand brengt, geen sprake zijn van enige financiële autonomie.

\+

\+ +

De bepalingen van het ontwerp zijn niet geheel logisch geordend. Artikel 30 bijvoorbeeld, dat de leden van de raad van advies betreft, zou in het aan die raad gewijde hoofdstuk moeten staan; de voorzieningen tot regeling van de ambtsbevoegdheden van het ministercomité (artikelen 2, 5, 6 en 7) zouden in hoofdstuk II samen moeten worden gebracht.

\+

\+ +

Een betere lezing voor artikel 2 ware :

"Artikel 2.-

Het comité bepaalt 's lands algemeen beleid inzake de ontwikkelingssamenwerking en ziet toe dat dit wordt uitgevoerd; te dien einde coördineert het de werkzaamheden van de daarbij betrokken ministeriële departementen".

\+

\+ +

.../...

Artikel 5 bepaalt :

"Het comité onderzoekt ... de ontwerpen van organieke koninklijke besluiten ...".

Naar de Regeringsgemachtigden hebben verklaard, zouden aan het ministercomité moeten worden voorgelegd de ontwerpen van koninklijk besluit die voldoende nauw verband houden met het algemeen beleid inzake ontwikkelingssamenwerking, maar zou het onderzoek door het comité geen voorwaarde zijn voor de rechtsgeldigheid van het besluit. De uitdrukking "organieke koninklijke besluiten", die voorkomt in artikel 2 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State en waarvan de betekenis door de rechtspraktijk is vastgelegd, beantwoordt niet ten volle aan de bedoeling van de ontwerpers van het besluit. Daarom wordt voorgesteld artikel 5 als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

Het comité onderzoekt de voorontwerpen van wet en de ontwerpen van koninklijk besluit met betrekking tot het algemeen beleid inzake samenwerking met ontwikkelingslanden".

+

\+ +

.../...

Artikel 6 kan als volgt worden verbeterd :

"Het comité werkt de begrotingsvoorstellen betreffende de ontwikkelingssamenwerking uit ten behoeve van het comité voor financiën en begroting".

+
+ +

De artikelen van hoofdstuk III zijn derwijze geformuleerd, dat soms twijfel gewettigd is over de vraag of de bevoegdheid van de raad voor de ontwikkelingssamenwerking wel zuiver adviserend is. Luidens artikel 9, 3°, bijvoorbeeld is het de taak van de raad "de overlegde actie van de openbare besturen ... te bevorderen", en volgens artikel 20 moet het dagelijks bestuur "waken over de uitvoering der beslissingen" van de raad.

Naar de Regeringsgemachtigden hebben verklaard, zal de raad niet zelf uitvoerbare beslissingen nemen. Bij het coördineren van de actie van de administratieve diensten, en ook op alle andere gebieden, zal hij alleen met adviezen, wensen, aanbevelingen en rapporten te werk gaan. In die geest moeten onder meer de artikelen 9, 3°, en 20 worden uitgelegd.

+
+ +

.../...

De woorden "de middelen daartoe" in artikel 9, 1°, kunnen vervallen, zodat de Nederlandse tekst wordt : "te beraadslagen over het algemeen programma voor ontwikkelingssamenwerking, en de wijze van toepassing ervan voor te stellen".

+
+ +

Artikel 12 leze men als volgt :

"Artikel 12.-

Elk jaar stelt de raad een algemeen verslag op over 's lands actie inzake ...

Dit verslag wordt ... ressorteert; deze deelt het mede aan het comité en aan de Kamers; hij beslist over de daaraan te geven openbaarheid".

+
+ +

In artikel 13 vervange men "steeds" door "als hij dit dienstig acht". Het tweede lid leze men als volgt :

"Deze verslagen worden toegezonden aan de Minister onder wie de technische bijstand ressorteert; deze deelt ze mede aan het comité; hij beslist over de daaraan te geven openbaarheid".

+
+ +

.../...

Aan het slot van het eerste lid van artikel 14 vervange men "de hulp die hij nodig heeft" door "de daartoe nodige hulp". Zo komt beter tot uiting, binnen welke grenzen de raad een beroep op andere administraties mag doen.

In het tweede lid van de Franse tekst van artikel 14 vervange men "même" door "également".

\+

\+ +

Voor de artikelen 17, 19 en 20 wordt de volgende lezing aanbevolen :

"Artikel 17.-

Het mandaat van de leden van de raad duurt zes jaar. Het is vernieuwbaar. De uiterste leeftijd voor de uitoefening ervan is vijfenzestig jaar. De plaatsvervanger voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Artikel 19.-

Het dagelijks bestuur van de raad bestaat uit de voorzitter, de twee ondervoorzitters en de secretaris-generaal.

Artikel 20.-

Het dagelijks bestuur bereidt de aan de raad te onderwerpen zaken voor en ziet toe dat diens beslissingen worden uitgevoerd.

De raad kan het dagelijks bestuur andere opdrachten geven".

\+

\+ +

.../...

Aangezien de raad de hem opgedragen taak zelf moet vervullen, zullen de afdelingen waarvan de oprichting dienstig mocht blijken, in werkelijkheid niets anders dan werkgroepen zijn. Het is dus onnodig van comités te spreken; het zou zelfs verwarrend kunnen werken omdat er een Ministercomité is, in het ontwerp "het comité" geheten.

Voorgesteld wordt, artikel 21 als volgt te lezen :

"Artikel 21.-

De raad kan werkgroepen oprichten waarvan het taak en samenstelling bepaalt.

Deze groepen worden samengesteld uit personen die de raad in of buiten zijn midden aanwijst. Zij worden voorgezeten door een der leden van de raad die er deel van uitmaken, volgens een door die raad vastgestelde beurtregeling".

\+

\+ \+

De artikelen 22, 27 en 29 van het ontwerp bevatten bepalingen betreffende het personeelsstatuut en het kader van de Dienst. Voor zover daarin van het koninklijk besluit van 2 october 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel zou worden afgeweken, behoren zulke afwijkingen, ter voldoening aan het voorschrift van artikel 116 van dat statuut, te worden gemotiveerd; de consideransen in de aanhef van het ontwerp-besluit kunnen niet worden geacht hiertoe te volstaan. Voor zover het besluit voorzieningen inzake kader en statuut van het personeel bevat, moet het overigens aan de algemene syndicale raad van advies worden voorgelegd

.../...

(artikel 6, 1° en 2°, en artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten). Aan die formaliteit is alsnog niet voldaan.

Aangezien de bovengenoemde bepalingen nauwelijks een statuut aankondigen - een statuut dat volgens de gemachtigden van de Regering een afzonderlijk besluit zal zijn, waaraan thans wordt gewerkt -, zouden zij uit het ontwerp moeten worden gelicht om in het besluit tot vaststelling van het eigenlijke statuut te worden opgenomen.

Indien de Regering met dit voorstel kan instemmen, zou artikel 22 het volgende bevatten :

"De secretaris-generaal verzorgt het secretariaat van de raad, van het dagelijks bestuur en van de krachtens artikel 21 ingestelde werkgroepen".

In de voorgestelde tekst is de slotzin van artikel 22 van het ontwerp ("Hij is met de tenuitvoerlegging van de beraadslagingen en beslissingen van de raad belast") achterwege gelaten; aan de gedachte van de eerste volzin voegt hij toch niets toe.

De artikelen 27 en 29 zouden moeten worden geschrapt.

\+

\+ \+

De woorden "comités en" zijn, zoals in artikel 21, ook in artikel 24 te schrappen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 25 bepaalt : "De Dienst hangt rechtstreeks af van de Minister onder wie de Technische Bijstand ressorteert". Zoals reeds is gezegd, heeft de Dienst geen autonomie, zodat hij in feite onder het gezag van een Minister staat. "Afhangen" wordt gewoonlijk gebruikt als een Minister over een bepaalde instelling alleen toezichtsbevoegdheid heeft.

Daarom stelt de Raad van State voor, te schrijven : "staat onder het rechtstreeks gezag van de Minister".

De tekst gaat voort : "In overeenstemming met het beleid en de beslissingen van het comité en binnen het raam van de begrotingswet is hij (de Dienst) belast met alles wat betrekking heeft op : ...".

Artikel 2 heeft het ministercomité belast met het bepalen van het algemeen beleid; dat de Dienst niet kan optreden dan "in overeenstemming met de beslissingen" waarbij het comité het te voeren beleid bepaalt, spreekt dus vanzelf. Ook de verplichting, de begrotingswet na te leven, ligt voor de hand. De Raad van State stelt daarom voor, de aangehaalde passus te vervangen door : "De Dienst is belast met alles wat betrekking heeft op : ...".

\+

\+ \+

In artikel 25, 2°, leze men : "uitnodiging, onthaal en verblijf van buitenlandse onderdanen ...".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 26 leze men als volgt :

"Artikel 26.-

Een secretaris-generaal heeft de leiding over het personeel van de Dienst en over de gezamenlijke verrichtingen die nodig zijn voor de werking en de vervulling van de taak van die Dienst".

+

\+ +

Aan het slot van artikel 28, eerste lid, leze men : "zij verlenen de Dienst de daartoe nodige hulp".

In het tweede lid van artikel 28 is "op dezelfde manier" te vervangen door "ook".

+

\+ +

In artikel 30 schrappe men "comités en".

+

\+ +

Bij de Nederlandse tekst van het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

In artikel 1 schrijve men liever : "Ingesteld worden : ...".

Artikel 9, 3°, stelle men als volgt :

"3° de overlegde actie van de openbare besturen en niet-gouvernementele instellingen en organisaties,

.../...

met het oog op de ontwikkelingssamenwerking, te bevorderen en de daartoe dienstige maatregelen en regelingen te bestuderen".

Voor een betere overeenstemming tussen beide versies, stelle men de artikelen 10 en 11 als volgt:

"Artikel 10.-

De raad kan wensen en aanbevelingen formuleren omtrent enige aangelegenheid betreffende de samenwerking met ontwikkelingslanden.

Deze wensen en aanbevelingen worden toegezonden aan de Minister onder wie de Technische Bijstand ressorteert; deze legt ze voor aan het comité.

Artikel 11.-

De raad wordt op de hoogte gebracht van de uitvoering van de beslissingen die de Regering ter zake van de samenwerking met ontwikkelingslanden neemt".

In artikel 16 schrijve men : "... De raad wijst uit zijn leden ...".

In artikel 18, eerste lid, schrijve men : "... worden benoemd uit de representatieve ... met name gekozen uit de meest representatieve ...".

Het tweede lid van dit artikel leze men als volgt :

.../...

"De leden van de raad hebben er zitting als particulier en niet als lasthebber of gemachtigde van de instellingen of organisaties waartoe zij behoren".

In artikel 25, leze men 1°, 2° en 3° als volgt :

"1° aanwerving, selectie, opleiding en voorbereiding van Belgische deskundigen en technici en hun aanwijzing voor opdrachten die in het kader van de ontwikkelingssamenwerking moeten worden vervuld;

2° uitnodiging, onthaal en verblijf van buitenlandse onderdanen die in België onderwijs of stages komen volgen;

3° coördinatie van de uitvoering van samenwerkingsovereenkomsten ter verwezenlijking van plannen, die met vreemde landen of met internationale of supranationale organisaties zijn gesloten ".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur, et par M. J. FORTPIED, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur, en door de H. J. FORTPIED, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.